

No. 34020

---

**FRANCE  
and  
BELGIUM**

**Agreement on the reciprocal holding of stocks of crude oil,  
intermediate petroleum products and petroleum products.  
Signed at Brussels on 5 September 1996**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 26 August 1997.*

---

**FRANCE  
et  
BELGIQUE**

**Accord relatif à l'imputation réciproque des stocks de pétrole  
brut, de produits intermédiaires du pétrole et de pro-  
duits pétroliers. Sigué à Bruxelles le 5 septembre 1996**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par la France le 26 août 1997.*

ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE RELATIF À L'IMPUTATION RÉCIPROQUE DES STOCKS DE PÉTROLE BRUT, DE PRODUITS INTERMÉDIAIRES DU PÉTROLE ET DE PRODUITS PÉTROLIERS

---

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,

Considérant que :

- la directive 68/414/CEE du Conseil des Communautés européennes du 20 décembre 1968 fait obligation aux Etats Membres des Communautés européennes de maintenir un niveau minimum de soixante-cinq jours de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers et qu'en particulier l'article 6, alinéa 2, de cette directive prévoit l'imputation de stocks situés sur le territoire d'un autre Etat Membre dans le cadre d'accords intergouvernementaux particuliers ;
- la directive 72/425/CEE du Conseil des Communautés européennes du 19 décembre 1972 porte le niveau minimum des stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers à 90 jours à partir du 1er janvier 1975 ;

Considérant les législations nationales concernant les stocks stratégiques de produits pétroliers,

Sont convenus des dispositions suivantes :

---

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 5 septembre 1996 par la signature, conformément à l'article 10.

### Article 1

Pour l'application des dispositions prises en vertu du présent Accord, on entend par :

"Stocks" : les stocks de pétrole brut, de produits intermédiaires du pétrole et de produits pétroliers ;

"Obligation de stockage" :

- en France :

l'obligation pour les opérateurs de détenir des stocks stratégiques, telle qu'elle est définie par :

\* la loi n° 92-1443 du 31 décembre 1992 portant réforme du régime pétrolier,

\* le décret n° 93-131 du 29 janvier 1993 modifié relatif à l'obligation de constituer et de conserver des stocks stratégiques de pétrole brut et de produits pétroliers,

\* l'arrêté du 15 mars 1993 modifié, relatif à la constitution des stocks stratégiques pétroliers en France métropolitaine.

- au Royaume de Belgique :

l'obligation de détenir des stocks, telle qu'elle découle de l'arrêté royal du 11 octobre 1971 (Moniteur belge 31 décembre 1971) modifié par l'arrêté royal du 1er juin 1976 (Moniteur belge du 9 juin 1976) ;

"Assujetti français ou belge, aux obligations de stockage" : la société française ou belge, soumise aux obligations nationales de stockage en France ou en Belgique.

"Ministre" :

- en France : le Ministre chargé des hydrocarbures.

- en Belgique : le Ministre compétent pour les produits pétroliers.

### Article 2

- a) Peuvent être mis à la disposition d'un assujetti français les stocks localisés en Belgique, propriété de cette société elle-même assujetti belge, ou d'un autre assujetti belge qui s'est engagé par écrit à mettre ces stocks à la disposition de l'assujetti français.
- b) Peuvent être mis à la disposition d'un assujetti belge les stocks localisés en France, propriété de cette société elle-même assujettie française, ou d'un autre assujetti français qui s'est engagé par écrit à mettre ces stocks à la dispositions de l'assujetti belge.

### Article 3

- 1°) Les dispositions prévues à l'article 2 sont subordonnées à l'agrément préalable des Ministres concernés. Ces agréments ont une durée minimale, au moins égale à un trimestre civil.
- 2°) Les demandes d'agréments doivent comporter les indications suivantes :
  - a) nature et quantité des stocks ;
  - b) localisation précise du dépôt ou de la raffinerie où se trouvent les stocks et désignation des réservoirs dans lesquels ils sont susceptibles d'être entreposés ;
  - c) nom et adresse de l'entreprise qui aura les stocks à sa disposition ;
  - d) nom et adresse de la société propriétaire des stocks et qui garantit la couverture ;
  - e) période pour laquelle l'autorisation est demandée ;
  - f) régime douanier sous lequel les stocks sont détenus ;
  - g) engagement de mise à disposition visée à l'article 2.
- 3°) Après instruction des demandes adressées par l'assujetti au Ministre de l'Etat vis-à-vis duquel il a une obligation, ce dernier transmet au Ministre de l'Etat sur le territoire duquel

les stocks pourraient être constitués, au plus tard quinze jours ouvrables avant le début de la période pour laquelle l'autorisation est demandée, les éléments indiqués au deuxièmement ci-dessus relatifs aux demandes d'agrément qu'il a retenus.

Le Ministre de l'Etat dans lequel les stocks seraient constitués fait connaître sa décision au Ministre de l'Etat au profit duquel les stocks seraient pris en compte au plus tard cinq jours avant le début de la période durant laquelle l'autorisation est demandée.

- 4°) Toute modification des spécifications mentionnées au 2°) ci-dessus donne lieu à une nouvelle demande d'agrément.

#### Article 4

Le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel les stocks sont entreposés, dans le cadre du présent accord ne fait obstacle, en aucune circonstance, au libre acheminement vers le territoire de l'Etat co-contractant des stocks visés aux articles ci-dessus.

#### Article 5

Les stocks désignés à l'article 2 ci-dessus ne peuvent être pris en compte pour couvrir les obligations de stockage incombant aux sociétés en vertu de la législation de l'Etat dans lequel ces stocks sont localisés. Les stocks ne peuvent figurer que dans les déclarations de stocks de l'Etat au profit duquel ils sont détenus.

#### Article 6

Tout détenteur de stocks de pétrole brut et de produits pétroliers constitués dans le cadre des dispositions du présent Accord, fait parvenir un relevé trimestriel de ces stocks au Ministre de l'Etat dans lequel ces stocks sont constitués ; celui-ci les communique, après contrôle, au Ministre de l'Etat bénéficiaire, dans les six semaines qui suivent la fin de chaque trimestre civil.

Le relevé comporte les indications suivantes :

- nom et adresse du détenteur de stocks pour le compte d'une entreprise assujettie aux obligations de stockage ;
- nature et quantité de ces stocks ;
- localisation exacte des stocks.

#### Article 7

Sur demande d'une des Parties contractantes, toute question relative à l'interprétation et à l'application du présent Accord pourra faire l'objet de consultations. En cas de crise d'approvisionnement, ces consultations seront engagées sans délai.

#### Article 8

Si l'une des Parties contractantes juge opportun de modifier une disposition du présent Accord, elle peut demander à l'autre Partie contractante de procéder avec elle à des consultations. Ces consultations commencent dans les soixante (60) jours à compter de la date de réception de la demande.

Les Parties contractantes donnent, par écrit, leur accord à toute modification du présent Accord. Cette modification entre en vigueur dès que les deux Parties contractantes se seront mutuellement notifié que les procédures modifiées sont compatibles avec leurs législations respectives.

#### Article 9

Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée. Toutefois chacune des deux Parties contractantes peut le dénoncer au plus tard trois mois avant la fin d'une année civile. Cette dénonciation prend effet le premier jour de l'année civile suivante. La possibilité de dénonciation ne peut être utilisée en cas de crise d'approvisionnement. La Commission des Communautés européennes doit, dans tous les cas, être informée au préalable de la dénonciation.

**Article 10**

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 5 septembre 1996, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

JACQUES BERNIÈRE  
Ambassadeur

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Belgique :

ERIK DERYCKE  
Ministre des Affaires étrangères

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

**AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM ON THE RECIPROCAL HOLDING OF STOCKS OF CRUDE OIL, INTERMEDIATE PETROLEUM PRODUCTS AND PETROLEUM PRODUCTS**

---

The Government of the French Republic and  
The Government of the Kingdom of Belgium

Having regard to:

Directive 68/414/EEC of the Council of the European Communities of 20 December 1968 which obliges States members of the European Communities to maintain a minimum level of 65 days' stocks of crude oil and/or petroleum products and, in particular, article 6 (2) of the Directive which envisages the establishment of stocks within the territory of another member State, under individual agreements between Governments;

Directive 72/425/EEC of the Council of the European Communities of 19 December 1972 increasing the minimum level of stocks of crude oil and/or petroleum products to 90 days as from 1 January 1975;

Having regard to national legislation concerning strategic stocks of petroleum products,

Have agreed as follows:

*Article 1*

For the purpose of implementing this Agreement,

The term "stocks" means stocks of crude oil, intermediate petroleum products and petroleum products;

The term "requirement to maintain stocks" means:

In France: the requirement for operators to maintain strategic stocks pursuant to:

- Act No. 92-1443 of 31 December 1992 on revised arrangements for petroleum;
- Decree No. 93-131 of 29 January 1993, revised, on the obligation to establish and conserve strategic stocks of crude oil and petroleum products;
- The order of 15 March 1993, revised, on the establishment of strategic stocks of crude oil in metropolitan France.

In the Kingdom of Belgium: the requirement to maintain stocks pursuant to the Royal Decree of 11 October 1971 (M.B. 31.12.1971), revised by the Royal Decree of 1 June 1976 (M.B. 9.6.1976);

---

<sup>1</sup> Came into force on 5 September 1996 by signature, in accordance with article 10.

The term "a French or Belgian enterprise required to maintain stocks" means a French or Belgian company required to maintain stocks under national regulations in force in France or Belgium.

The term "Minister" means:

In France: the Minister responsible for hydrocarbons.

In Belgium: the Minister responsible for petroleum products.

### *Article 2*

(a) Stocks held in Belgium that are the property of a French enterprise which is itself required to maintain stocks under Belgian regulations or of another Belgian enterprise which has agreed in writing to put these stocks at the disposal of the French enterprise may be made available to that French enterprise.

(b) Stocks held in France that are the property of a Belgian enterprise which is itself required to maintain stocks under French regulations or of another French enterprise which has agreed in writing to put these stocks at the disposal of the Belgian enterprise may be made available to that Belgian enterprise.

### *Article 3*

1. The arrangements provided for in article 2 shall be subject to prior authorization by the Ministers responsible. These authorizations shall be valid for a minimum period of not less than one quarter of a calendar year.

2. Requests for authorizations shall contain the following information:

(a) The nature and quantity of the stocks;

(b) Precise details of the location of the depot or refinery where the stocks are held, and the name of the tanks in which they may be stored;

(c) The name and address of the enterprise entitled to claim the stocks;

(d) The name and address of the company which owns the stocks and which guarantees to cover them;

(e) The period for which authorization is requested;

(f) The customs arrangements under which the stocks are held;

(g) The declaration of requirements referred to in article 2.

3. After examination of the requests submitted by the enterprise to the Minister of the State under whose regulations it is required to maintain stocks, the Minister shall transmit to the Minister of the State in the territory of which the stocks may be established, not later than 15 business days prior to the beginning of the period for which the authorization is requested, the information indicated in paragraph 2 above concerning the requests for authorization which he has accepted.

The Minister of the State in which the stocks are to be established shall communicate his decision to the Minister of the State for which the stocks are to be held, not later than five days prior to the commencement of the period for which the authorization is requested.

4. If there is any change in the information referred to in paragraph 2 above, a new request for authorization shall be submitted.

*Article 4*

The Government of the State in the territory of which the stocks are maintained pursuant to this Agreement shall not, under any circumstances, hinder the free movement to the territory of the other Contracting Party of the stocks referred to in the above articles.

*Article 5*

The stocks referred to in article 2 above cannot be taken into account for the purpose of meeting stock obligations falling on companies pursuant to the legislation of the State in which the stocks are held. Such stocks may be included only in the stock returns of the State for which they are held.

*Article 6*

Any person holding stocks of crude oil or petroleum products established pursuant to the provisions of this Agreement, shall send a quarterly return of such stocks to the Minister of the State in which the stocks are established; the latter shall, after inspection, forward them to the Minister of the State for which they are being held within six months after the end of each calendar quarter year.

The return shall contain the following information:

- The name and address of the person holding stocks on behalf of an enterprise required to maintain stocks;
- The nature and quantity of such stocks;
- The exact location of the stocks.

*Article 7*

At the request of either Contracting Party, any question regarding the interpretation or application of this Agreement may be the subject of consultations. In a supply crisis, such consultations shall be initiated without delay.

*Article 8*

If either Contracting Party deems it advisable to amend any provision of this Agreement, it may request consultations with the other Contracting Party. Such consultations shall begin within sixty (60) days from the date of receipt of the request.

The Contracting Parties shall indicate, in writing, their acceptance of any amendment to this Agreement. Such amendment shall enter into force as soon as the Contracting Parties notify one another that the modified procedures are compatible with their respective laws.

*Article 9*

This Agreement is concluded for an indefinite period. However, either Contracting Party may denounce it not later than three months before the end of a calendar year. Such denunciation shall take effect on the first day of the following calendar year. The option to denounce shall not be exercised in a supply crisis. The Commission of the European Communities shall, in all cases, be given advance notice of any such denunciation.

*Article 10*

This Agreement shall enter into force on the date of its signature.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, on 5 September 1996, in two original copies, in the French language.

For the Government  
of the French Republic:

JACQUES BERNIÈRE  
Ambassador

For the Government  
of the Kingdom of Belgium:

ERIK DERYCKE  
Minister for Foreign Affairs

---

